

http://www.lettreducadre.fr/9704/les-dg-broient-du-noir/?utm_source=newsletter-ldc&utm_medium=email&utm_campaign=newsletter-20-10-2014

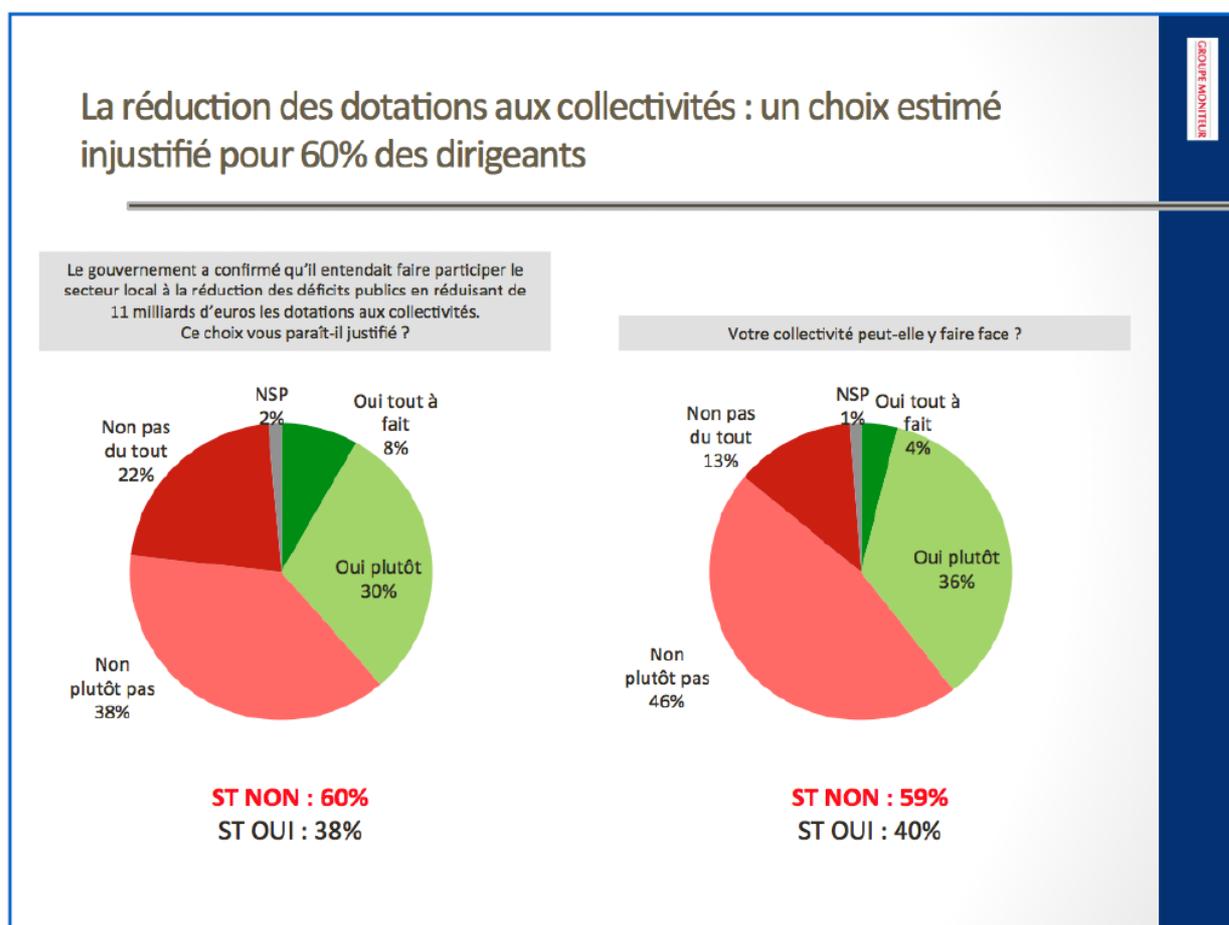
Les DG broient du noir... et pour cause ! Pour 77 % des DG/DGA, il est plus difficile d'exercer son métier en 2014 qu'en 2008.

66 % des DG sont inquiets concernant la sauvegarde du service public de proximité et 65 % pensent que le maintien de la cohésion sociale va se dégrader.

Le constat est posé ! Manque de moyens financiers, complexité des procédures, contraintes normatives, multiplication des réformes, contexte de crise... la liste est encore longue et à celle-ci s'ajoute le sentiment que la **confiance des citoyens** en leurs élus se dégrade (69 % des répondants).

Dotations et moral en baisse

C'est surtout la **réduction des dotations aux collectivités** qui entame le moral des troupes. Le constat est sans appel : **la décision de l'État est injustifiée** pour 60 % des dirigeants et ils considèrent à 59 % que leur collectivité ne pourra pas y faire face.



À qui la faute ? À l'État bien entendu. Discours classique [lire encadré], mais pourtant à nuancer. Les DG et DGA n'exonèrent pas totalement les collectivités de leur obligation de participer à ces efforts financiers.

Les DG en colère contre l'État

Avec la réduction des dotations aux collectivités, les DG accusent le coup et en veulent à l'État qui continue, en parallèle, à transférer aux collectivités de plus en plus de compétences.

« Il y a des transferts de charges considérables de l'État vers les collectivités, sans compensation financière. Chaque jour, de nouvelles normes, de nouvelles lois... »
« L'État transfère des compétences aux collectivités et diminue leurs ressources. De plus, c'est improductif pour l'investissement et la croissance. »

« L'État n'a pas à reporter sur les collectivités bien gérées les conséquences de ses choix et de ses déficits. »

Quand on leur permet de s'exprimer, ils reconnaissent – à demi-mot – que **les collectivités ont des responsabilités à tenir** :

- *« Il faut ponctionner les très grandes collectivités qui ont vécu sur de **mauvaises habitudes de gestion** durant de nombreuses années » ;*
« L'asphyxie financière est la résultante d'une succession de démissions collectives sur des choix à opérer » ;
*« La **solidarité nationale**, y compris dans la réduction des déficits, doit être une priorité commune » ;*
*« La contribution de tous n'est pas une option, mais une nécessité. Il est cependant indispensable que chacun puisse contribuer à proportion de ses facultés. Des **logiques de péréquations** seront à renforcer » ;*
« Toutes les strates publiques doivent participer à l'effort commun » ;
« Cette décision me semble incontournable, aux collectivités locales d'y faire face ensemble. »

La fin des investissements locaux

Qui dit contexte financier de crise, dit **vision alarmiste de l'action des collectivités dans les années à venir**. Là encore, le tableau est noir : face à la réduction des dotations, 66 % des DG sont inquiets concernant la sauvegarde du service public de proximité, 65 % pensent que le maintien de la cohésion sociale va se dégrader, 84 % ont peu d'espoir pour la préservation de l'égalité entre les territoires et 86 % estiment que la capacité d'investissement de leur collectivité va se détériorer.

Nouveaux enjeux locaux : Peu de perspectives d'amélioration en général

Pour les enjeux locaux suivants, pensez-vous que la situation va s'améliorer, se maintenir ou se dégrader ?

	S'améliorer 	Se maintenir =	Se dégrader 	NSP
Le maintien de la cohésion sociale	2%	33%	65%	0
La préservation de l'égalité entre les territoires	2%	14%	84%	0
La protection de l'environnement	15%	46%	35%	4
La simplification normative	19%	35%	39%	7
La sauvegarde du service public de proximité	2%	32%	66%	0
La capacité d'investissement de votre collectivité	1%	13%	86%	0

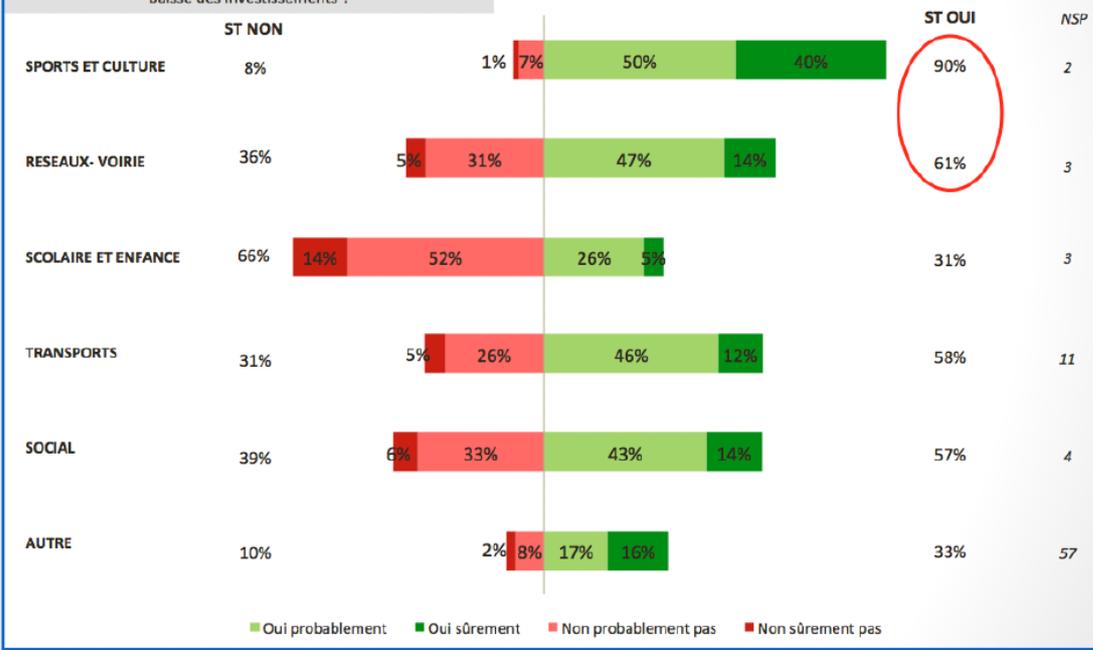
La réponse est en effet unanime : avec la réduction des dotations, **les investissements locaux partent à la casse.**

Et Les DG désignent vite les victimes toutes trouvées du tour de vis : 90 % disent que les investissements « soft », comme le sport et la culture, vont être les premiers à payer le prix fort, suivis par les investissements dans le « dur », avec les réseaux et la voirie, auxquels 61 % des DG prédisent des coupes sombres, ou encore les transports (58 %) :

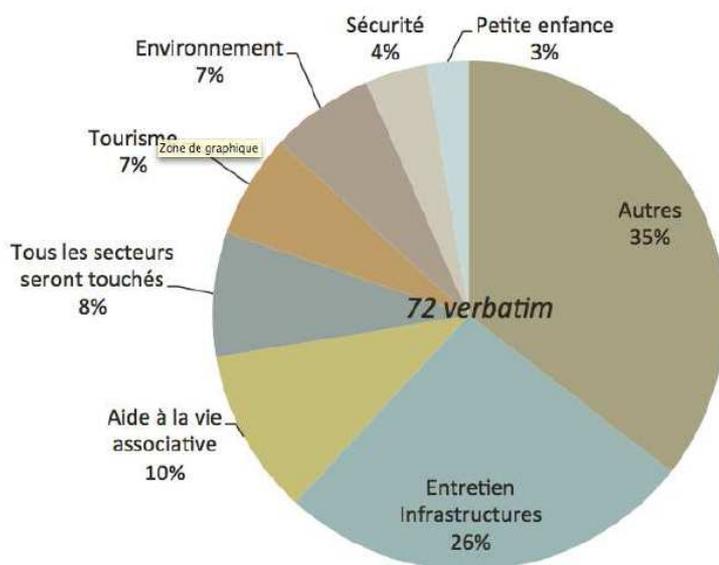
- « Les économies à réaliser se feront au détriment des investissements et de la qualité du service, d'autant que la politique des rythmes scolaires impacte lourdement les finances » ;
- « Arrêt des investissements en 2017 » ;
- « Une baisse des investissements aura des conséquences sur des secteurs tels que le BTP ou l'artisanat, ce qui sera **préjudiciable à l'emploi** » ;
- « Ce choix va faire chuter les commandes dans le BTP et générer du chômage. »

Sports et Culture, Réseaux et Voiries : les secteurs qui seront touchés par la baisse des investissements selon eux

Quels sont à votre avis les secteurs qui seront touchés par la baisse des investissements ?



Pensez-vous à d'autres secteurs ? (Verbatim)



Dans ce marasme, **une lueur d'espoir subsiste quand même** : certes, les DG n'ont pas le moral, mais ils voient d'un bon œil les mesures de la **réforme territoriale**, majoritairement jugée comme un progrès. La refonte de la carte intercommunale en fonction des bassins de vie (81 %), la fin de la clause de compétence générale pour les départements et les régions (63 %) et la réduction du nombre des régions (52 %) emportent la majorité. La seule annonce qui suscite des réserves est la suppression à terme des départements (44 %).

